HAL
open science

Crise? Quelle Crise? Remarques à propos de la prétendue crise de la noblesse allemande à la fin du Moyen Âge

Joseph Morsel

To cite this version:

Joseph Morsel. Crise? Quelle Crise? Remarques à propos de la prétendue crise de la noblesse allemande à la fin du Moyen Âge. Sources. Travaux historiques, 1988, 14, pp.17-42. halshs-00289555

HAL Id: halshs-00289555

https://shs.hal.science/halshs-00289555

Submitted on 21 Jun 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Manuscrit auteur, publié dans "Sources. Travaux historiques, 14 (1988) 17-42"

SOURCES. Travaux historiques, 14 (1988) Texte des pages 17-42

halshs-00289555, version 1 - 21 Jun 2008

Crise ? Quelle crise ?

Remarques à propos de la prétendue crise de la noblesse allemande à la fin du Moyen Âge

JOSEPH MORSEL

Tous les changements sont des crises, et une crise n'est-elle pas maladie ?

Goethe

« C'est en ces jours [*i.e.* les deux équinoxes, le solstice d'été, le moment auquel se couchent les Pléiades] principalement que les maladies parviennent à un état de crise. Les unes ont une issue fatale, d'autres guérissent ; toutes les autres vont vers une autre forme et acquièrent une autre constitution » : telle est la conception de l'auteur du traité hippocratique *Des airs, des eaux et des lieux*. À proprement parler, *krinein* signifie : séparer, distinguer, juger. Ainsi, *krisis* est pour le médecin hippocratique le moment auquel se joue le sort de la maladie et du malade, le moment aussi auquel ce sort se laisse entrevoir, bref, le moment auquel tout va changer, en pire, en mieux ou en autre chose. À l'origine, donc, le terme « crise » relève du vocabulaire médical (et secondairement, juridique) ; l'application métaphorique de celui-ci à une société ou une fraction de société procède alors[1] d'une vision fondamentalement biologique de la société, qui plonge peut-être ses racines dans l'organicisme exprimé, du point de vue politique, par le *Policraticus* de Jean de Salisbury ; mais cette vision métaphorique ne semblerait avoir affecté que tardivement la notion de « crise ».

En effet, le terme apparaît au Moyen Âge essentiellement dans les traités médicaux et, consécutivement, dans son sens médical : dans la *Grande Chirurgie* de Guy de Chauliac (en français dans la traduction de Panis de 1478) comme dans la *Pratique* de B. de Gordon. Une pièce valenciennoise du XVe siècle en fait, inversement, le moyen de maintenir l'équilibre vital[2] – mais nous sommes encore dans le domaine physiologique.

Au XVIe siècle, « crise » serait encore, selon Edmond Huguet[3] d'utilisation proprement médicale et – tout comme au Moyen Âge – de genre masculin (encore qu'Ambroise Paré l'emploie au féminin).

Au XVIIe siècle en revanche, les choses se compliquent : le mot est définitivement féminin, Richelet lui donne dans son *Dictionnaire* un sens essentiellement médical (avec une extension à la psychologie des passions)[4], mais Furetière ajoute au sens médical un sens figuré, relatif aux actions [**18**] humaines (intrigue, procès)[5] ; c'est de ce sens figuré donné par Furetière que découlerait, selon Walther von Wartburg, la transposition, à la faveur de la difficile situation économique de la fin du XVIIe siècle, du terme « crise » du domaine médical à l'économique, son extension au politique se réalisant en 1738 chez d'Argenson[6], encore que selon Paul-Émile Littré l'application au politique remonterait à 1621. Quoi qu'il en fût, il faut sans doute voir dans cette extension sémantique une des manifestations (précoces ?) de l'impérialisme, promis à un bel avenir, du discours médical dans les sociétés occidentales.

Son passage dans le discours historique (au moins dès Guizot) devait être d'autant moins contrarié que la médecine, qui s'était construite sur la même base épistémologique que l'histoire – l'indice, intitulé selon les cas « symptôme » ou « événement » –, jouissait désormais du statut, envié des historiens, de science[7], d'autre part – et consécutivement ? – que la métaphore organique ou anatomique de la

halshs-00289555, version 1 - 21 Jun 2008

société faisait florès, y compris chez les sociologues les plus marquants du XIXe siècle. Rompant avec les conceptions antérieures d'un déroulement historique linéaire[8], on considéra désormais celui-ci principalement comme un développement organique, faisant se succéder, de façon cyclique, jeunesse, apogée et déclin (le tenant le plus convaincu de ce « cyclisme » était sans doute Arnold J. Toynbee), selon une conception de l'histoire fondée sur l'éternel retour. La notion de « crise » se trouve alors d'ailleurs restreinte et négativisée, puisqu'elle ne désigne plus que l'état par lequel s'opère le passage d'un apogée à une décadence, voire désigne l'ensemble du moment descendant ; consécutivement, les périodes de déclin perdent toute « autonomie », pour n'être plus que des périodes « de transition » d'un apogée de la civilisation à un autre[9]. Et ce, même pour certains historiens modernes pour lesquels une crise n'est qu'un accident, tout au plus une rupture dans un processus continu, rejetant en cela l'organicisme de Toynbee[10].

De façon sans doute non fortuite, la conception d'une « crise de la fin du Moyen Âge » s'est décisivement répandue dans les années 1930, en France comme en Allemagne et en Angleterre[11] ; mais ce qui est notable, c'est que la conception de cette crise prend alors un tour fondamentalement économique : on part désormais d'une analyse empirique de l'économique, conçu comme niveau déterminant des sociétés occidentales et donc indicateur valable de la santé de celles-ci, pour en arriver au constat d'une crise sociale consécutive à une crise agraire (censée être une crise de surproduction : l'ancêtre de celle de 1929, donc…).

La problématique de la « crise de la fin du Moyen Âge », sans avoir jamais disparu, semble avoir connu une nouvelle flambée ces dernières années – comme si décidément les problématiques historiques dépendaient pour une bonne part des problèmes que rencontrent les sociétés dont relèvent les historiens. La noblesse, et dans une certaine mesure l'Église, en auraient été les victimes essentielles, du fait de leur position centrale dans le système socio-économique féodal et de la situation difficile que traverse ce système à la fin du Moyen Âge.

[**19**] Comme on s'en est rendu compte, l'usage de la notion de « crise » en Histoire est loin d'aller de soi : il dépend très étroitement du stade historiographique, voire épistémologique du moment, sans doute aussi, pour une part difficile à apprécier, de la conjoncture dans laquelle baigne l'historien. Bref, une notion au statut mouvant, et dont le contenu ne l'est pas moins, comme le notait Édouard Perroy : « le mot "crise" a été employé pour désigner, indifféremment, deux phénomènes pourtant distincts. Tantôt il s'agit de brusques dépressions, limitées dans le temps… – tantôt un mouvement d'affaissement durable et prolongé de l'économie »[12].

Ce sont ces incertitudes quant à l'objectivité et au contenu de la notion de « crise » qui nous semblent justifier les remarques qui suivent, portant sur ce qui a été longtemps un des lieux communs de l'historiographie allemande : la crise de la (petite) noblesse à la fin du Moyen Âge ; un certain nombre de ces remarques, à propos d'un espace que les médiévistes français connaissent en général assez mal, seraient néanmoins applicables à d'autres régions ou pays.

En Allemagne (Fédérale), la majorité des historiens s'occupant de la fin du Moyen Âge a longtemps accordé tout son crédit à la conception d'une crise générale de la noblesse – puisque la dichotomie noblesse/bourgeoisie lui semblait irréductible, des deux groupes s'excluant comme s'excluaient Moyen Âge et Temps Modernes, et l'avènement de l'une – la bourgeoisie – postulant l'effacement de l'autre – la noblesse.

Ainsi, en 1932, Willi Andreas déclarait que « la valeur de la noblesse déclinait. Les causes en sont connues : les conditions militaires, économiques et politiques du maintien de sa position éminente disparaissaient les unes après les autres ». Cette

halshs-00289555, version 1 - 21 Jun 2008

thèse d'un affaiblissement général a été notamment reprise et développée en 1965 par Helmuth Rößler, dans un ouvrage collectif sur la noblesse médiévale allemande qui a fait date : l'auteur insiste sur la prise en tenaille, du point de vue politique, de la noblesse entre les princes et les bourgeois, la crise économique provoquée par « le développement de l'économie monétaire urbaine », les échecs militaires face aux Hussites et aux Suisses, le terrain gagné par la bourgeoisie sur les plans politique et ecclésiastique (l'occupation traditionnelle des bénéfices par les nobles étant battue en brèche aux conciles de Bâle et Constance, à propos desquels on souligne qu'ils « ne se tinrent pas par hasard à proximité des Cantons Suisses »…), enfin l'avènement d'une nouvelle culture, bourgeoise, caractérisée par le réalisme en toute chose, l'individualisme et l'attrait pour les Antiquités romaine ou germanique (conçues comme époques de liberté du peuple), opposés à l'idéalisme et au grégarisme chevaleresques et à l'oppression moyenâgeuse.

Toute cette tradition historiographique s'est allègrement propagée jusque vers la fin des années 70 : en 1974, Rainer A. Müller écrivait encore : « Déclassement social, glissement des fonctions, crises politiques et économiques affectaient la substance de la noblesse, qui voyait son idéal rejeté par son environnement mais qu'elle cherchait par tous les moyens de maintenir », par une politique matrimoniale strictement élitiste et l'exaspération des pratiques chevaleresques ; et, il y a peu, Helgard Ulmschneider reprenait également à son compte tous les éléments de la crise générale : crise [**20**] économique résultant du développement de l'économie monétaire, profitant largement à une bourgeoisie qui se nourrissait de l'appauvrissement des nobles ; crise militaire face aux piétons et aux troupes soldées ; crise politique face aux princes et aux villes ; arriération culturelle par rapport aux fils des bourgeois, qui ont étudié et les évincent ainsi des conseils princiers[13].

Bref, comme le remarquait récemment Kurt Andermann, « le déclin de la petite noblesse, provoquée par la perte de ses fonctions militaires, l'extension de l'économie monétaire et, non moins importante, la crise agraire de la fin du Moyen Âge, était jusqu'à récemment un axiome à peine remis en question »[14].

Sur quelles bases reposent ces allégations ? Elles sont de deux ordres, empirique et théorique. Dans le premier cas, la multiplication des exemples de lignages nobles en crise permet de conclure à la crise de la noblesse ; dans le second, il s'agit de démontrer rationnellement que les positions de la noblesse se sont dégradées d'une façon générale, que l'on peut illustrer à l'aide de divers exemples, l'essentiel étant de raisonner sur le niveau déterminant de la société médiévale.

1. UNE CRISE DE LA NOBLESSE. AFFIRMATIONS EMPIRIQUES ET DÉROUTE MÉTHODOLOGIQUE

1.1. La méthode empirique

C'est principalement celle mise en œuvre dans les monographies lignagères ou régionales, dans lesquelles sont relevés divers symptômes de la crise, ou du moins d'un malaise : endettement, ventes, renoncement à l'adoubement, extinction de lignages, chevaliers pillards, étant entendu que l'inefficacité militaire de la noblesse en général est désormais prouvée par les grandes défaites face à des non-nobles (Suisses, Hussites…), que la présence numériquement croissante de bourgeois dans les conseils et administrations princiers et dans certaines institutions ecclésiastiques ne peut être qu'un signe du dépassement de la noblesse, que la floraison générale de sociétés de tournoi, de chevalerie, etc. montre à l'évidence une fuite hors du réel, dans un idéal sans bourgeois…

halshs-00289555, version 1 - 21 Jun 2008

Effectivement, il existe des nobles endettés, comme les Bosenstein de l'Ortenau (Bade), qui doivent, au début du XVe siècle, 1500 florins d'or rhénans, ou une bonne partie de la noblesse franconienne, sévèrement endettée au milieu du XVe siècle, ou encore le chevalier lusacien Seifart von Lüttichau, qui doit, en 1474, 33000 gros (soit l'équivalent d'environ 520 tonnes de seigle), sans compter les intérêts (2040 gros, soit environ 32 tonnes de seigle)[15].

Si un redressement n'intervenait pas, ou si un allégement de dette n'était pas consenti par le prince à rencontre des prêteurs (comme ce fut par exemple le cas en 1390 et en 1469 à rencontre des prêteurs juifs, à l'initiative respectivement de Wenceslas et du burgrave de Nuremberg), la vente devenait [**21**] irrémédiable – ou la mise en gage, mais qui n'en constituait bien souvent, du fait du non-dégagement des biens, qu'une étape. Ainsi, les deux décennies 1330-1350 voient en Ortenau une très forte recrudescence des ventes de seigneuries nobles, et les Bosenstein abandonnent leur château en 1405 pour 300 florins ; en 1373, Katharina von Hattstein doit engager sa garde-robe et son mobilier, avant de disparaître de tout document ; les seigneuries (en quasi-totalité nobles) de la région de Cottbus (Basse-Lusace) sont affectées au XVe siècle d'une très forte mobilité : sur 75, seules 5 n'ont fait l'objet d'aucune transaction, 43 ont changé une fois de détenteur, 19 deux fois, 7 trois fois et une quatre fois ; en Franconie, les Truchsess von Pommersfelden procèdent à de nombreuses ventes, de même que la noblesse des comtés d'Oldenbourg ou de Hoya, en Westphalie, tandis que la majorité des parts de la saline de Lunebourg détenues par les nobles de Basse-Saxe sont progressivement vendues ou mises en gage[16].

Pour faire des économies, beaucoup de nobles auraient renoncé à l'adoubement, qui obligeait à la coûteuse vie des chevaliers : ainsi en Ortenau en 1360-1400, 23% des hommes de seize lignages étaient adoubés, 77% restant écuyers, contre 80% de chevaliers et 20% d'écuyers dans ces mêmes lignages en 1280-1320 ; une forte diminution est également nette chez les Hattstatt d'Alsace entre le XIIIe et le XVe siècle, tout comme dans certains lignages de Basse-Saxe[17].

Divers historiens ont vu — et continuent de voir — dans la multiplication des mentions de chevaliers pillards *(Raubritter)* un des témoignages de la crise de la noblesse, qui n'aurait plus, pour survivre, que ce moyen-là, comme le conseille d'ailleurs un poème franconien ou palatin des alentours de 1400[18].

Certains historiens, frappés par la disparition parfois drastique de nombre de lignages ou lignées nobles, ont voulu y voir encore un symptôme de la crise de la noblesse, atteinte dans sa chair par la chute dans la roture de ses membres désormais incapables de faire face aux exigences du mode de vie aristocratique, ainsi que par la dégénérescence biologique consécutive aux alliances consanguines, produisant au bout du compte des membres débiles et/ou stériles. Ainsi en Bavière, sur 138 lignages de la noblesse admise aux tournois nobles *(Turnieradel)* en 1440, il n'en reste plus que 68 en 1500 ; en Haute-Franconie, dans la région de la Pegnitz, 69 lignages sur 75 disparaissent entre le XIIe et le XVIe siècle, dont 44 aux XIVe et XVe siècles ; dans la Westerwald (Rhin moyen) en 1550, 245 des 290 lignages qui y ont vécu ont disparu ; en Westphalie, dans la région d'Olpe, il ne reste au XVe siècle que 20 des 40 lignages du XIVe siècle ; en Basse-Saxe, seuls 750 des 1400 à 1500 lignages du XIIIe siècle existent encore au XIVe siècle, dont 400 disparaissent encore avant 1550[19], et l'on pourrait encore multiplier les exemples.

Mis bout à bout, tous ces exemples pourraient faire croire à une crise générale de la noblesse, ce que se sont empressés de faire divers historiens. Mais à condition de négliger deux éléments qui, eux, mettent à bas toute la construction.

halshs-00289555, version 1 - 21 Jun 2008

[**22**] 1.2. Objections méthodologiques

1.2.1. Le premier élément – la première objection – est qu'on peut également aligner des contre-exemples ou réduire à peu de chose la portée de certains exemples.

Le sombre tableau financier de nombreux nobles ne doit en effet pas faire oublier les cas, somme toute fréquents, de nobles qui s'en tirent bien : en Ortenau, des nobles continuent d'acheter des seigneuries, comme les Kalwe von Schauenburg, les Hummel von Staufenberg ou les Röder ; certains lignages du Palatinat réalisent d'importantes extensions territoriales ; la situation économique des seigneurs de Gudenau, en Rhénanie, s'améliore nettement, au XVe siècle, grâce à une gestion soigneuse et avisée, et ils disposent ainsi de revenus élevés et réguliers ; en Basse-Saxe, les Mandelsloh, Reden, Haus, Hardenberg, Bock, Saldern, Campe, Münchhausen, Veltheim, Steinberg, Barner, Schwicheldt, Bodendike et bien d'autres, prennent en gage de nombreux biens princiers aux XIVe et XVe siècles, tout comme les lignages de petite noblesse palatine Weingarten, Schnittlauch et autres, ou franconienne Thüngen, Hutten, Bibra, etc. ou encore, dans la deuxième moitié du XVe siècle, wurtembergeoise ; et les nobles de Lusace qui se sont tournés vers l'élevage ovin ont pu renforcer leur situation économique[20]. Là encore, on pourrait multiplier les exemples[21].

En ce qui concerne l'adoubement, il convient de manipuler avec prudence ce prétendu témoignage de la santé économique d'un lignage ; outre que l'on trouve des lignages de petite noblesse riches en chevaliers (le lignage hessois des Hadamar à l'aigle par exemple[22]), on sait qu'il se produit partout une raréfaction tendancielle des adoubements, globalement depuis la fin du XIIIe siècle, qui correspond en fait à l'aboutissement d'une mutation séculaire des structures de la noblesse, par laquelle se transmet désormais héréditairement la capacité – noble – de devenir chevalier : on est « de lignée de chevalier » en France (Beaumanoir), *Ritterbürtiger* dans l'Empire, et point n'est donc besoin de le devenir par adoubement ; et comme la multiplication des «vieux» écuyers s'observe également dans les couches les plus vigoureuses de la noblesse, elle ne peut donc être considérée comme un signe infaillible de déclin économique.

La même prudence s'impose dans l'utilisation du phénomène des chevaliers pillards comme symptôme d'un appauvrissement. Plusieurs remarques s'imposent : tout d'abord, que l'on ne peut négliger le rôle du changement de la nature des sources dans la multiplication des mentions de chevaliers pillards : les chroniques et correspondances urbaines ou princières, les documents normatifs (judiciaires surtout) se multiplient et dépassent numériquement la documentation issue des milieux nobles, ce qui induit un changement net dans la façon de considérer la guerre privée (*Fehde*) : on en a de plus en plus de condamnations, facilitées par leur qualification de pillage, par les communautés urbaines (dont l'économie exige la paix et qui ont les moyens de le dire) et par les princes (qui criminalisent – puisqu'ils en ont le pouvoir – les actions dont ils sont les victimes : toute guerre menée contre eux par un étranger à la principauté [**23**] est décriée comme une opération de vol et de pillage et ils tentent de faire passer leurs sujets rétifs pour des hors-la-loi, afin de les poursuivre et de les condamner pénalement comme tels ; inversement, ils tolèrent, voire soutiennent discrètement les mêmes comportements de leurs sujets lorsqu'ils visent leurs adversaires[23].

La recrudescence des mentions de nobles pillards à la fin du Moyen Âge relève sans doute plus de cette mutation documentaire qu'elle n'indique un réel « apogée du droit de poing » (J.-F. Noël) témoignant de la crise générale de la noblesse, même si ceci n'explique pas tout.

halshs-00289555, version 1 - 21 Jun 2008

D'ailleurs, il faut bien remarquer que crise économique et pillage ne vont pas si facilement de pair : beaucoup de ces chevaliers dénoncés comme pillards étaient en fait tout-à-fait aisés, comme Götz von Berlichingen, Fritz von Thüngen et les autres nobles franconiens visés par la Ligue des Villes Souabes, ce qui est parfaitement logique étant donné le coût très important d'un équipement militaire correct : il était infiniment plus économique et rentable, pour un noble appauvri, de tenter d'obtenir une place dans une administration ou une armée princière, alors en pleine expansion, et beaucoup l'ont fait. La figure du *Raubritter* ne semble donc pas devoir être retenue sans critique au rang des effets de la crise de la noblesse, si ce n'est du point de vue du poids croissant de la présentation hostile de certaines pratiques nobiliaires par un discours en passe de devenir dominant (au moins numériquement parlant).

Quant à l'argument de la crise numérico-démographique, il repose lui aussi sur des sables mouvants. La diminution du nombre de lignages procède, on le sait, soit de la mort biologique, soit de la mort sociale de ces lignages. Dans le premier cas, il faut distinguer entre les lignages réellement éteints et ceux éteints en ligne masculine, sans négliger le gonflement artificiel des chiffres à l'amont consécutif à la grande mobilité des noms au moins jusqu'au XIIIe siècle[24]. L'extinction complète d'un lignage résulterait de l'absence de collatéraux ou de filles mariées, pouvant s'interpréter certes comme manifestation d'une dégénérescence biologique, mais tout autant et surtout comme le résultat d'une politique lignagère visant à éliminer tout risque de division successorale en cléricalisant les cadets et les femmes, phénomène non exceptionnel, sans doute rendu plus fréquent par les difficultés économiques de certains lignages, encore qu'il se rencontre dans certains lignages dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils ne sont pas en crise : cette politique fait partie de la panoplie d'instruments utilisés par les nobles ayant quelque ambition territoriale ; mais son utilisation par de petits nobles pourrait peut-être être interprétée comme un signe de malaise.

En revanche, ce n'est pas le cas de l'extinction en ligne masculine : outre le fait que n'avoir pour toute descendance que des filles ne saurait s'interpréter comme signe d'une dégénérescence biologique, le passage des biens à un autre lignage, noble la plupart du temps (ce sont surtout les fils nobles qui épousent les riches roturières), maintient intact le rapport seigneurial qui fonde la puissance de la noblesse. De cette concentration des biens entre les mains de quelques lignages, on ne peut pas vraiment dire qu'elle indique une crise de la noblesse»[25].

[**24**] De plus, l'apparition régulière de nouveaux lignages nobles vient compenser les effets de l'extinction biologique et de la mort sociale (c'est-à-dire la chute dans la roture) de lignages plus anciens : ainsi, dans la région de Starkenburg (Rhin moyen), 60 des 155 lignages apparus avant 1500 le sont après 1300 ; il en va de même dans la Westerwald pour 129 lignages apparus après 1300, sur les 290 qu'a connus la région avant 1550[26]. Quant à faire de ce renouvellement interne le symbole d'une crise, ce serait oublier qu'il en est allé de même aux époques antérieures – et peut-être même de façon plus rapide[27] – et postérieures : ce serait alors postuler que la noblesse est un groupe perpétuellement en crise. En fait, ce renouvellement est le lot de tout groupement humain exerçant durablement le pouvoir : il lui faut intégrer les éléments montants et dynamiques des autres couches sociales et exclure ceux du groupe qui n'ont plus le niveau ; comme le remarque ainsi John H. Kautsky, « alors que montent et descendent des nobles isolés, l'aristocratie reste à son niveau »[28]. En définitive, ce n'est faire un paradoxe qu'en apparence que d'écrire que la vitalité d'une classe sociale se mesure au moins à sa vitesse de renouvellement interne.

1.2.2 Sur la base d'exemples isolés, on criait il y a peu à la crise de la noblesse, en particulier de la petite noblesse. Désormais, sur la base d'exemples tout aussi isolés,

certains remettent en question l'existence de cette crise générale, on appelle la nuance et on réclame la multiplication d'études de détail[29], se condamnant consécutivement à ne plus pouvoir rien dire de la noblesse en général, sinon qu'elle est hétérogène, donc qu'il faut nuancer et différencier : l'atomisation sociale se profile, le primat de l'individuel s'insinue.

Cette situation de course sans fin de la dissection sociale est la conséquence obligée, et logique, d'un raisonnement qui dès le départ privilégie l'individuel, part de l'individuel et se réserve la possibilité éventuelle de l'extension au reste de la société – ce qui ne se produit jamais et ne peut se produire (du moins sans distorsion majeure) : confondant *la noblesse* et *les nobles*, on fait de l'infinie variété des situations des nobles pris individuellement une infinie variété des situations de la noblesse : selon que le lignage de l'étude s'en tire bien ou croule, on en déduira la résistance ou la crise de la noblesse.

Or, jamais on ne pourra nier la crise de la noblesse en opposant à un exemple de lignage en crise un exemple de lignage prospère, une collection d'exemples ne pourra jamais remplacer la démonstration rationnelle ; et celle-ci doit partir de la noblesse, conçue comme un système social dans lequel chaque individu ou lignage noble a sa place en tant qu'élément dudit système, lequel détermine une partie essentielle des caractéristiques de chaque individu ou lignage noble, entre autres ses conditions de croissance et de résistance ou de déclin économique, les spécificités de chacun intervenant ensuite pour composer les nuances de la « réalité » sociale. *La noblesse* n'a jamais été un agrégat de *nobles*, un tout social n'est jamais la somme de ses parties : tel est le second élément opposé à la démonstration (?) empirique de la crise de la noblesse.

Quelques historiens ont en revanche abouti à la conclusion d'une crise de la noblesse sur la base d'études des phénomènes économiques médiévaux dans [**25**] lesquels la noblesse était engagée de telle manière que leur ébranlement ne pouvait que saper sa vitalité économique : il s'agit principalement de l'économie «agraire», dont les défaillances ont fait l'objet de multiples études, mais dont la plus construite a certainement été celle de Wilhelm Abel[30].

2. UNE CRISE DE LA NOBLESSE. ESSAIS DE DÉMONSTRATION ECONOMIQUE ET ERREURS DE PERSPECTIVE

2.1. Le modèle d'Abel

L'objet propre de celui-ci est la prétendue crise agraire de la fin du Moyen Âge, provoquée selon lui – et d'autres : cette théorie reste acceptée par un bon nombre d'historiens actuels et sert de fond à des ouvrages des plus récents[31] -par la réduction drastique de la population à la suite des épidémies de la deuxième moitié du XIVe siècle : la demande en produits alimentaires de base (les céréales principalement) étant peu élastique, la tension entre l'offre et la demande se relâche, provoquant la chute des prix céréaliers nominaux ; les effets des accidents démographiques sur les conditions de la production agricole aggravent celte chute : les abandons de terres (*Wüstungen*), nées de la réduction du nombre des hommes, affectent en premier lieu les terres marginales et peu productives, si bien que l'offre en céréales diminue de façon non proportionnelle à la diminution de la demande. D'autre part, la chute démographique très forte dans les villes crée une importante dépression de force de travail, d'où une hausse des salaires urbains (que les pouvoirs royaux ou princiers essaient vainement d'enrayer) et donc un mouvement d'émigration des ruraux vers les villes.

halshs-00289555, version 1 - 21 Jun 2008

halshs-00289555, version 1 - 21 Jun 2008

La seigneurie, dont les ressources dépendaient pour l'essentiel des redevances paysannes, des banalités et des dîmes inféodées, voit fondre sa base humaine, alors que le recours au salariat se heurte à la concurrence des hauts salaires urbains ; les seigneurs sont doublement touchés, par la baisse des prix céréaliers et par la baisse du volume de la production céréalière réalisée sur leurs terres et sur laquelle pèsent les charges traditionnelles (cens, champarts, etc.) ; et lorsque les redevances ont été converties en argent, la chute du nombre de leurs tenanciers aboutit au même résultat de chute de leurs revenus. Enfin, les produits artisanaux, eux aussi menacés par la réduction de la demande et donc la baisse des prix, ont en définitive été relativement épargnés : la hausse des salaires urbains s'opposait à une baisse importante des prix de vente et, la demande en produits ouvrés étant plus élastique, elle suivit moins la baisse du nombre des consommateurs et réagit plus positivement à la concentration des fortunes entre les mains des survivants.

Au bout du compte s'ouvrent les ciseaux prix artisanaux/prix céréaliers, qui affectent tout particulièrement les seigneurs nobles, tirant leurs ressources principales de la terre mais se devant de consommer des produits ouvrés – et de luxe, de surcroît – au nom de leur qualité de noble ; en revanche, l'économie [**26**] paysanne est moins touchée, qui recourt peu au travail salarié et intègre la production domestique de produits artisanaux de base.

Tous les prix et salaires traités par W. Abel sont ramenés à une base fixe, équivalent en métal précieux ou en céréales : car parallèlement aux mouvements des prix et salaires nominaux se produit une érosion monétaire sans fin. La baisse des revenus seigneuriaux, confrontée à la résistance des prix artisanaux et à la hausse des salaires, se manifeste ainsi tant en valeur absolue (réduction numérique du produit des redevances en nature ou en argent) qu'en valeur relative (la baisse nominale des prix céréaliers combinée à une érosion monétaire aboutit à une baisse réelle des prix céréaliers).

Tel serait le mécanisme de la « crise des revenus seigneuriaux » dont parlait Marc Bloch à propos de la fin du Moyen Âge ; cette démonstration globale, illustrée d'exemples, a servi de base théorique à l'essentiel des études monographiques concluant à la crise de la noblesse : de la crise seigneuriale, on glisse rapidement à la crise de la noblesse.

2.2. Le modèle de Sattler

La même méthode de démonstration (la combinaison des indices macroéconomiques permettant la construction d'un modèle de crise agraire dont on cherche l'illustration dans un choix d'exemples fournis par la recherche érudite), d'une valeur heuristique signalée, se retrouve dans une étude originale, mais peu connue, celle de Hans-Peter Sattler sur un ensemble de seize lignages nobles de l'Ortenau, en Bade, de 1300 à 1400.

Le constat des destins différenciés de ces seize lignages ne pouvant trouver explication économique sur la base d'archives comptables inexistantes, H.-P. Sattler doit recourir à l'élaboration d'un modèle d'évolution des ressources seigneuriales susceptible de rendre compte des phénomènes observés dans leurs nuances. Il calcule alors l'indice décennal de la valeur réelle de la monnaie et des prix céréaliers à partir des séries strasbourgeoises : l'économie seigneuriale est censée dépendre étroitement de l'évolution des deux indices, en fonction du rapport des redevances en céréales/en argent.

Combinant des deux indices selon plusieurs rapports théoriques – puisqu'on ne connaît pas les rapports réels – H.-P. Sattler aboutit à la conclusion que, quel que soit

ce rapport, la valeur des ressources seigneuriales baisse entre 1310 et 1400[32] (voir tableau page suivante).

On remarquera deux phénomènes : d'une part, jusqu'en 1380-90, c'est le rapport où domine l'argent qui se comporte le mieux (–29,5 points d'indice pour le rapport 10/90 contre –77 points pour le rapport 90/10) ; la décennie suivante connaît un effondrement du rapport très monétarisé, si bien que les seigneurs qui, logiquement, auraient converti entre-temps un rapport 90/10 en un rapport 10/90 auraient au total perdu plus que tout autre (–97 points entre les décennies 1310-1320 et 1390-1400) ; au total, c'est néanmoins le rapport le plus monétarisé qui a le moins perdu.

[**27**]

	RAPPORT NATURE/ARGENT				
DÉCENNIE	90/10 %	70/30 %	50/50 %	30/70 %	10/90 %
1310-1320	162	151	140	129	117,5
1340-1350	121,5	117	112	107	102,5
1350-1360	100	100	100	100	100
1380-1390	85	86	86,5	87,5	88
1390-1400	84	79	74,5	70	65
baisse de 1310 à 1400	–78	–72	–65,5	–59	–52,5
baisse de 1350 à 1400	–16	–21	–25,5	–30	–35

D'autre part, les chiffres de H.-P. Sattler montrent à l'évidence que l'effondrement céréalier est antérieur d'au moins deux décennies à la Peste Noire. Ce qui donne un coup à la théorie abélienne fondée sur la crise démographique.

Comme W. Abel, H.-P. Sattler tente donc d'appréhender de façon globale le destin d'une économie seigneuriale fondée sur la céréaliculture, de construire une sorte de type d'économie dont chaque économie seigneuriale serait une variante. Mais ces constructions souffrent d'un certain nombre de faiblesses graves qui les exposent à une double critique : du point de vue de leurs arguments et du point de vue des conclusions que l'on peut tirer des résultats obtenus à l'aide de ces modèles.

2.3. Remarques critiques

Il y a peu, Franz Irsigler – par ailleurs peu susceptible d'être taxé d'hostilité à l'égard de l'histoire quantitative basée sur des séries de prix – faisait remarquer « qu'il faut prendre en compte que Wilhelm Abel a élaboré sa théorie des ciseaux en 1935 à l'aide d'un matériel archivistique très disparate[33], aujourd'hui, il s'impose de différencier davantage régionalement[34] ; mais cela signifie que l'on doit progressivement remettre quelque peu en question la magnifique théorie d'Abel, au moins pour les XIVe-XVe siècles, avec laquelle on a pu fort bien travailler pendant plus de quatre décennies »[35].

2.3.1. Dès 1951, d'ailleurs, Rodney H. Hilton avait contesté la possibilité d'une « crise de surproduction influant comme de nos jours sur la société entière (...) impossible au Moyen Âge » car elle postule l'unité poussée du marché[36]. De même, Georges Duby faisait remarquer, en 1962, que « tout porte à croire que le marché des grains demeurait étroitement cloisonné, comme il l'était déjà au début du XIVe siècle, que les cours d'achat pouvaient varier du simple au double d'un village à l'autre, que les transactions s'opéraient en tout cas dans des conditions tout à fait différentes sur le

halshs-00289555, version 1 - 21 Jun 2008

marché des grosses villes et dans les [**28**] granges des exploitants. Ces remarques enlèvent beaucoup de leur valeur indicative aux séries de prix que l'on a pu reconstituer d'après les archives de Montauban ou de Francfort »[37]. Si bien que Rolf Sprandel est parfaitement justifié d'écrire, tout récemment, que « l'histoire des prix ne [lui] semble pas, dans l'état actuel des recherches, justifier une crise de la seigneurie foncière »[38].

Même les conséquences des pestes doivent être nuancées[39] : les abandons de terres n'ont pas toujours été aussi importants qu'on l'a dit ; étant donné la faim de terre dans la paysannerie du XIIIe siècle finissant, la décompression démographique n'a pas entraîné systématiquement des abandons en proportion, les paysans restés sur place en reprenant une partie : le phénomène a été observé dans le Nord de l'Empire, en Lauenbourg, comme dans le Sud, en Basse-Autriche[40]. D'ailleurs, la corrélation des abandons de terres et de la chute démographique n'est pas aussi évidente qu'Abel l'affirmait : Wilheim Störmer remarque ainsi, dans la région Main-Tauber (au sud du quadrilatère du Main), le lien étroit entre la présence de la ville et l'abandon de la terre, peu fréquent et parfois provoqué par le seigneur dans des buts politiques ou économiques, en tout cas sans origine épidémique puisque la région n'a pas connu la Peste ; d'autre part, des désertions n'ont eu lieu, dans des régions aussi différentes que le Brandebourg et la Bavière, qu'au XVe siècle[41].

De plus, l'explication des abandons de terres par l'attrait des hauts salaires urbains postule une main-d'œuvre libre de ses mouvements ; or, en diverses régions, le pouvoir seigneurial ou princier a été suffisamment fort pour empêcher les cultivateurs de partir, au besoin en recourant à l'extension du servage, comme cela se produit par exemple en Franconie, Souabe et Bade ; et en Brandebourg, la dépendance financière de l'État par rapport à la noblesse au XIVe siècle a permis à celle-ci d'accroître sa pression sur les cultivateurs, ce qui aboutit, à partir du XVe siècle, à la mise en place d'une économie de grand domaine noble (*Gutsherrschaft*)[42].

F. Irsigler porte l'estocade finale : « Peut-on parler d'une crise agraire lorsque s'intensifie la viticulture et qu'augmentent les surfaces plantées, lorsque s'étend l'élevage ovin, qui procure apparemment plus de profit sur les sols pauvres que les céréales ? »[43] ; et le même rappelle aussi le rôle des cultures commerciales[44].

C'est également la question que l'on peut se poser à propos de l'étude de H.-P. Sattler présentée précédemment ; et pourtant, celui-ci disposait des séries de prix également pour les produits de l'élevage (bovin, ovin et porcin), pour lesquelles il a calculé les indices[45], mais sans s'en servir. Si l'on combine, à l'intérieur du poste « redevances en nature » l'indice du prix des céréales et l'indice du prix de la viande, l'évolution de la valeur des redevances entre 1350-1360 (on ne dispose pas du prix de la viande avant cette date) et 1390-1400 est tout à fait différente (voir tableau page suivante).

À titre de comparaison, rappelons que la variation de 1350-1360 à 1390-1400 de l'indice dans le rapport simple céréales/argent (cf. tableau précédent) était de 16 points pour un rapport 90/10 ; 25,5 points pour un rapport 50/50 ; 35 points pour un rapport 10/90.

halshs-00289555, version 1 - 21 Jun 2008

halshs-00289555, version 1 - 21 Jun 2008

[**29**]

	RAPPORT CÉRÉALES/VIANDE/ARGENT					
DÉCENNIE	10/80/10 %	45/45/10 %	80/10/10 %	25/25/50 %	0/10/90 %	5/5/90 %
1350-1360	100	100	100	100	100	100
1390-1400	114,5	101	88	84	69	67
variation 1350-1400	+14,5	+1	–12	–16	–31	–33

Certes, l'indice du prix de la viande, composé par combinaison des indices des diverses espèces de viande (mouton, veau, bœuf, porc), masque les variations propres de chacune de ces espèces : le bœuf et le veau sont les très grands gagnants (+18 et +110 points d'indice de 1350-1360 à 1390-1400), le porc et surtout le mouton baissent (–8 et –21,5 points). Mais les seize lignages étudiés par H.-P. Sattler sont installés dans la vallée du Rhin et de ses affluents (Rench, Kinzig…), c'est-à-dire dans une grande région d'élevage bovin ; les corrections apportées par le tableau intégrant l'indice du prix de la viande restent sans doute en deçà de la réalité de l'économie seigneuriale.

Ainsi, l'évolution des revenus seigneuriaux n'est pas aussi simple, au moins dans l'Empire, que « la magnifique théorie d'Abel » ou l'étude de Sattler pourraient le laisser penser.

2.3.2. La conclusion traditionnelle de la prétendue crise agraire est la crise de la noblesse, puisque celle-ci voit fondre la base pécuniaire de sa domination. Cette conclusion me semble contestable au moins sur deux points. Le premier est l'existence même de cette crise agraire, comme on vient de le voir. Tout comme de nos jours, les difficultés varient beaucoup selon les régions (en cette fin du Moyen Âge, les régions viticoles et d'élevage sont sans doute plus favorisées que les régions plus céréalières – en n'oubliant pas que la monoculture absolue est rarissime à l'échelle d'une région à cette époque – tout comme le seront aussi les régions boisées au XVIe siècle avec le développement de la construction navale), mais également en fonction de la politique économique de chaque seigneur. À ce titre, on peut dire de la crise de l'économie céréalière qu'elle est différentielle, puisqu'elle fait apparaître les différences de structure et/ou de résistance seigneuriales.

Mais cette crise différentielle n'est même pas celle de la noblesse, c'est celle des seigneurs (et de la seigneurie). Or, le destin de la noblesse se joue à un autre niveau que celui de la seigneurie ; nous avons vu que la noblesse n'est pas équivalente à l'ensemble des nobles ; mais également le noble n'est pas strictement équivalent au seigneur.

D'abord parce que tous les seigneurs ne sont pas nobles (même si ce sont la majorité), surtout en cette fin du Moyen Âge, alors que de nombreux bourgeois [**30**] enrichis deviennent détenteurs de seigneuries : dans l'évêché de Wurtzbourg, la part des ruraux et surtout des citadins non nobles tenant des fiefs de l'évêque passe de presque rien vers 1300 à 44% vers 1400 et 48% vers 1450 ; le livre de fiefs des ducs Magnus et Ernst de Brunswick (1344-1365) contient les notices de 110 inféodations à des citadins bourgeois ; dans l'évêché d'Osnabrück, un quart des fiefs sont tenus par des citadins bourgeois au milieu du XVIe siècle ; et le cas des Fugger est bien connu[46]. Et même si certains de ces seigneurs non-nobles sont anoblis par la suite, on voit bien que devenir seigneur n'est qu'un moyen d'accès à la noblesse, surtout à partir du moment où la noblesse se définit de moins en moins par l'hérédité et de plus en plus par le mode de vie[47] ; mais le doctorat dans les deux droits était aussi pour certains le

halshs-00289555, version 1 - 21 Jun 2008

moyen d'accéder à la noblesse, par le biais d'une place dans l'administration princière, et personne ne dira pourtant qu'être docteur en droit c'est être noble[48]. En fait, dire de quelqu'un qu'il est noble ou qu'il est seigneur, c'est se placer respectivement à deux niveaux différents du réel. Parler de seigneur, c'est se référer à un mode d'exercice du pouvoir, le *dominium*[49] ; parler de noble, c'est user d'une terminologie de différenciation exclusive, de discrimination sociale, qui plonge ses racines dans la logique du système féodal : la noblesse – si l'on entend par là plus que l'ensemble des nobles, de même que la bourgeoisie est plus que l'ensemble des bourgeois – est une construction idéale de l'aristocratie médiévale, qui a métamorphosé, transfiguré et cristallisé les écarts socio-politiques – donc économiques – en une opposition éthique exclusive et d'autant plus forte qu'elle passait pour être enracinée dans le naturel et le divin. La noblesse, c'est donc aussi un mode de vie et de pensée, un ensemble de valeurs, une éthique que les nobles se transmettent héréditairement en même temps que le titre de noblesse : c'est le sang qui charrie ces valeurs et justifie le port du titre de noblesse.

Et plus la transmission héréditaire de la noblesse perd du terrain, plus c'est cet ensemble de valeurs et ce mode de vie qui identifie le noble aux yeux des autres nobles et, plus important, aux yeux des non nobles, et même auprès du très sérieux et très juridique Parlement de Paris[50].

La noblesse ainsi conçue constitue donc aussi une valeur sociale, et parler de crise de la noblesse exige alors la démonstration que cette valeur sociale perd sa force d'attraction et de classification.

Or, si ceci est sans doute vrai auprès de certains cercles humanistes[51] des grandes villes d'Allemagne du Sud (Nuremberg et Augsbourg notamment), qui sont précisément ceux qui ont écrit et donc dont on connaît les opinions, ce n'est absolument pas le cas de l'ensemble de la population, pour qui entrer dans la noblesse est un rêve tenace (Jakob Fugger « le Riche », devenu comte de Kirchberg en 1495, semble à cet égard exemplaire) et même si certaines pratiques liées au mode de vie chevaleresque sont progressivement remises en question, comme le tournoi ; à cet égard, le cas du patriciat nurembergeois est très révélateur, d'une part par les tensions internes entre les ennemis du mode de vie nobiliaire et ceux qui, s'étant fait anoblir, s'opposaient aux tentatives du Conseil urbain d'interdire aux bourgeois de la ville de participer aux tournois, de porter des couronnes sur leurs armoiries, etc., et ce, dès le XIVe siècle ; [**31**] d'autre part précisément par la persévérance avec laquelle une bonne partie de cette bourgeoisie cherche à se faire anoblir, sinon à imiter le mode de vie nobiliaire, réussissant en 1446 à organiser dans la ville un tournoi fameux[52]. Accéder à la noblesse est resté dans l'Empire l'honneur suprême jusqu'au XIXe siècle, et il l'était *a fortiori* à la fin du Moyen Âge.

En outre, du fait de la constitution des principautés territoriales dans l'Empire, la noblesse non princière s'est muée en une institution politique corporative, la *Ritterschaft*, en particulier au sein des assemblées « représentatives » ou des ligues opposées au prince territorial. Cette expression politique de la noblesse, bien que traversée de multiples tensions, a permis à ses membres d'assurer leur place dans les administrations ou les cours princières et même impériales (à l'époque du roi Ruprecht, au début du XVe siècle, les protonotaires royaux étaient tous d'origine noble, tout comme l'ensemble des conseillers royaux laïques et au moins les deux-tiers des clercs[53]), permettant ainsi aux nobles dont les seigneuries ne rapportaient plus grand-chose de maintenir leur pouvoir : K. Andermann souligne d'ailleurs le double avantage de ces fonctions auliques ou, administratives : elles rapportent de l'argent, et de l'argent dont la quantité n'est pas fixe et progresse au moins au rythme de la dévalorisation monétaire[54]. L'État princier vient, comme l'État royal en France, au secours de la

seigneurie défaillante dans l'Empire, à partir du XIVe siècle, inaugurant ce que Guy Bois appelle le « féodalisme centralisé », sauf dans des régions comme la Franconie ou la Souabe, où la domination immédiate des seigneurs sur les paysans est restée forte voire s'est alourdie (par l'extension du servage[55]) : ces régions se caractérisent d'ailleurs par la présence d'une petite et moyenne noblesse nombreuse et fort autonomiste, qui a su faire reconnaître sa dépendance immédiate et exclusive vis-à-vis de l'Empereur, rester néanmoins présente dans les multiples cours princières de ces régions émiettées et, pour certains, comme Götz von Berlichingen, Thomas von Absberg ou Fritz von Thüngen, mener la vie guerrière indépendante qu'ils souhaitaient[56]. L'exercice autonome du *dominium* semble cependant y avoir trouvé ses limites en 1525, avec l'éclatement de la Guerre des Paysans dans ces régions, comme si le luthéranisme populaire avait finalement servi de catalyseur à toutes les tensions extrêmement fortes que l'alourdissement de la pression seigneuriale autonome sur les communautés ne pouvait manquer d'engendrer…

3. UNE CRISE DE LA NOBLESSE ? ESSAI DE SYNTHÈSE

3.1. La noblesse ?

Dans de nombreux cas, la conclusion d'une « crise de la noblesse » procède de l'imprécision sémantique entretenue, à mon sens, autour du concept de « noblesse » : sous celui-ci, on entend tour à tour l'ensemble des nobles, qui constitue l'essentiel des seigneurs ; ou alors le concept, abstrait, de *nobilitas*, qui constitue la valeur sociale laïque de référence ; enfin, l'aristocratie laïque, [**32**] couche sociale dominante de la société féodale puis corporation opposée à la bourgeoisie.

3.1.1. Si l'on reprend à son compte la première définition, nous avons vu que proclamer la crise de la noblesse se révèle impossible si l'on part de constats individuels négatifs, auxquels on peut opposer d'autres constats positifs, sans pour autant démontrer par là qu'il n'y a pas de crise.

En effet, la crise céréalière apparaît avant tout comme différentielle, éliminant ceux des lignages, lignées ou individus fragiles ; fragiles parce qu'ils n'ont pas su réorienter l'économie de leur seigneurie, maintenir leur pression sur leurs dépendants (ce qui peut d'ailleurs faciliter la réorientation économique de la seigneurie, mais pourrait bien n'être pas indéfiniment durable sans l'intervention des autorités princières) ni/ou prêter leur concours au développement des principautés territoriales en échange de la reconnaissance de leur position éminente dans celles-ci.

Si bien que les nobles qui surnagent ne sont même pas ceux dont l'économie seigneuriale reste florissante ou même baisse peu, ce sont aussi ceux qui ont pallié leur affaiblissement en se tournant vers les cours princières : ils ont ainsi traversé les moments difficiles, et au bout du compte on retrouve les nobles au même niveau socio-économique dominant : ils restent prépondérants et contrôlent toujours l'essentiel des terres et des cultivateurs (encore et toujours les plus grands pourvoyeurs de richesses), même si l'État princier joue désormais un rôle déterminant (d'ailleurs variable selon les régions et les époques) dans ce contrôle et même si les couches supérieures de la population urbaine, techniciens du commerce, des finances ou du droit, se sont appropriées une partie du pouvoir seigneurial et, pour la plus grande part, sont entrées, par anoblissement ou mariage, dans la noblesse ; mais nous savons par ailleurs que la

halshs-00289555, version 1 - 21 Jun 2008

vitalité d'une classe sociale s'exprime entre autres par le dynamisme de son renouvellement interne…

Parler de crise de la noblesse sur ces bases me semble donc faire bon marché des différences très grandes de destin des lignages, lignées et/ou individus nobles, d'autre part manquer de perspective historique, enfin se laisser enfermer un peu trop facilement dans la dichotomie noblesse/bourgeoisie, c'est-à-dire en définitive plaquer sur la fin du Moyen Âge le modèle des crises sociales plus tardives, notamment, en France, celle qui a précédé la Révolution.

3.1.2. Si l'on considère en revanche la noblesse comme une valeur sociale qui s'incarne dans une certaine manière d'être et d'agir, parler de crise de la noblesse revient à dire que d'autres valeurs laïques supplantent celle-ci, auparavant dominante. Certes, il existe des indices qui montrent que cette valeur n'est plus acceptée unanimement par certains laïcs, peut-être même l'inconscient collectif urbain[57], mais rien n'indique qu'il y ait eu sur ce point unité des couches urbaines, même supérieures, qu'elles fussent bourgeoises et/ou anoblies : bien au contraire, le goût de celles-ci pour les valeurs nobiliaires s'exprime par exemple dans la faveur dont jouit le thème arthurien dans le patriciat allemand ou dans la volonté de celui-ci de participer aux [**33**] tournois organisés par les (ou imitant les tournois des) nobles, mais plus encore dans sa volonté d'obtenir un titre de noblesse[58].

3.1.3. Qu'est-ce que la noblesse médiévale ? Tel est finalement un des problèmes majeurs que pose l'historiographie de la crise de la noblesse à la fin du Moyen Âge. Thème bien trop vaste pour être abordé ici, mais qui reste par ailleurs largement négligé. Je me contenterai donc de quelques remarques, afin de dépasser, pour la fin du Moyen Âge, l'opposition entre noblesse-ensemble des nobles et noblesse-valeur sociale, et donc de mieux appréhender la noblesse en tant qu'aristocratie médiévale, couche sociale dominante de la société féodale.

Nous avons noté ce phénomène essentiel de l'histoire de la noblesse à la fin du Moyen Âge qu'est le passage d'une conception biologique de l'appartenance à la noblesse (par le sang) à une conception que l'on pourrait appeler sémiotique, puisqu'elle repose sur l'exhibition de signes extérieurs (le mode de vie, l'attitude générale, le titre et bientôt la particule…), qui servent à localiser socialement l'individu en fonction de la valeur sociale accolée à ces signes. Sur la base de certaines analyses de Pierre Bourdieu sur les processus de stabilisation du pouvoir[59], on est en droit d'estimer que cette « sémiotisation » de l'appartenance à la noblesse – c'est-à-dire au groupe dominant, politiquement et donc économiquement – procède de la constitution de celle-ci en groupe dont la domination est en voie « d'institutionnalisation », de même que les voies d'accès à (ou d'exclusion de) la noblesse, dans le cadre de son insertion dans l'État princier[60]. Les nobles ne sont plus affectés par leur naissance à telle fonction dont ils retirent les pouvoirs inhérents ; mais par leur appartenance à un groupe privilégié, ils peuvent accéder à certaines fonctions, parfois sous certaines conditions de formation (juridique, religieuse, plus tard militaire) : ces pouvoirs ne sont pas ceux du noble en tant qu'individu, mais en tant que membre du groupe privilégié qu'est la noblesse[61]. On comprend alors pourquoi la noblesse conçue comme valeur sociale ne peut pas être en crise puisqu'elle se transmute en moyen d'accès au pouvoir ; sauf à estimer que cette insertion de la noblesse dans les États (donc la perte de son « autonomie » politique et, comme nous l'avons vu précédemment, économique – réelle ?) est le témoignage d'une crise de la noblesse : mais ce qui me semble alors à remettre en cause, c'est le terme de « crise ».

halshs-00289555, version 1 - 21 Jun 2008

halshs-00289555, version 1 - 21 Jun 2008

3.2. Une crise ?

Arrivés au bout de cette étude, nous nous retrouvons face à la question de départ, mais avec d'autres éléments de réponse : crise ? quelle crise ?

Nous savons maintenant qu'il se produit à la fin du Moyen Âge une récession de l'économie céréalière, compensée en divers endroits (notamment dans les régions urbanisées) par la croissance des profits des éleveurs. Parallèlement à tout ceci se produit une rupture démographique majeure qui affecte toute l'Europe, liée aux famines et aux pestes. Dans le domaine social, cette fin du Moyen Âge se marque peut-être par un renouvellement plus fort [**34**] qu'auparavant de la composition en lignages et lignées de la noblesse. Culturellement commencent à s'élever les voix des humanistes, souvent anti-nobiliaires. Enfin, dans le domaine politique, une bonne partie de cette noblesse (conçue comme groupe social), soit par son origine (noblesse « de robe »), soit par nécessité, trouve dans les États naissants le moyen de perpétuer, voire étendre, son *dominium*, moyennant son insertion dans les cadres et les normes socio-politiques de ceux-ci (à l'exception des régions comme le Sud de l'Empire, où l'éclatement territorial et la concurrence – consécutive – entre tous les petits princes, qui tentent de développer un pouvoir autonome centralisé, ont permis, au moins temporairement, à une partie non négligeable de la noblesse de profiter de la mise en place d'administrations princières multiples sans en devoir payer le prix du point de vue politique).

En utilisant indistinctement le terme de « crise », on pourrait donc, comme l'ont fait divers historiens allemands – et d'autres –, parler d'une crise économique, démographique, socioculturelle et politique de la noblesse allemande (et des autres) à la fin du Moyen Âge. Moyennant quoi, on ne comprendrait pas comment cette noblesse, affectée de toutes parts, aurait réussi à se maintenir comme couche dominante pendant encore quelques siècles…

En fait, il me semble que le concept de « mutation » permet beaucoup mieux de rendre compte de la convergence de tous les phénomènes « critiques ». En effet, « mutation » désigne, selon la définition qu'en donnent Guy Michaud et Edmond Marc[62] « une *transformation*, un passage relativement brusque (au regard de la longue durée) d'une forme ou d'une structure à une autre. Et cette transformation est d'autant plus complexe et d'autant plus radicale qu'elle se produit simultanément à plusieurs échelles : celle de la vie micro-régionale, celle des États-nations, celle des macro-régions subcontinentales (dont l'Europe est un exemple parmi d'autres), celle des relations internationales, et qu'une de ses caractéristiques principales est le passage de la dimension nationale à la dimension planétaire ». Mais il y a plus : car toute mutation suppose nécessairement deux processus inverses et simultanés, un processus de déstructuration et un processus de restructuration. C'est là que se trouve la clé des errements historiographiques de la « crise de la noblesse à la fin du Moyen Âge » : c'est l'impossibilité de beaucoup d'historiens à penser, conceptualiser ou même tout simplement imaginer une dynamique globale.

Il est ainsi tout à fait classique de trouver des ouvrages allemands – car ce sont d'eux qu'il s'agit – traitant globalement de la fin du Moyen Âge ainsi : établissant d'abord deux modèles historiques du Haut Moyen Âge et de la Renaissance, correspondant aux époques antérieure et postérieure à la « crise » puis, par comparaison de ces deux modèles, en s'efforçant d'établir un modèle dynamique intermédiaire, celui de la fin du Moyen Âge, correspondant à la crise elle-même, et qui serait en quelque sorte dia-synchronique, c'est-à-dire qui présenterait en raccourci-accéléré l'ensemble des processus de transformation qui ont pu conduire du Haut Moyen Âge à la Renaissance (cette attitude, qui se contente en fin de compte de ravaler certaines périodes au rang de pure transition, avait été dénoncée, sans grand succès

semble-t-il, par [**35**] l'historien allemand Friedrich Lütge[63]). Ou alors, le constat de la crise provenait de la seule prise en compte des processus de déstructuration.

Pour des raisons méthodologiques, et aussi parce que la situation valorisée de la noblesse dans la société des débuts de l'ère moderne, surtout dans l'Empire, ne me semble pas en rapport avec la gravité des crises qu'elle est censée avoir subies de plein fouet aux XIVe et XVe siècles, il m'apparaît impensable de dissocier les processus de déstructuration des processus de restructuration. Certains de ces divers processus sont connus : parmi ceux de déstructuration, on trouve ces « phénomènes cumulatifs » dont parlent G. Michaud et E. Marc et dont le plus important me semble être le blocage de la productivité agraire qu'a mis en lumière R.H. Hilton ; ces « perturbations et dérèglements » « d'origine extern e» (les diverses « crises » d'É. Perroy) ou résultant de « coincements entre deux exigences contraires » (par exemple la pression des dépendants sur le système seigneurial présentée, pour la France, par G. Bois ; ou encore la lutte entre un État qui cherche à imposer sa paix, conçue comme « la » paix, et une noblesse qui se définit idéalement comme l'*ordo* des *bellatores* et dont le pouvoir repose en bonne partie sur l'exercice indépendant de la guerre) ; cet « accroissement généralisé du désordre » (il s'agit là du désordre entropique, à la fois désordre objectif, mais aussi, comme toujours, désordre subjectif pour le discours dominant) tout à fait net en France avec la Guerre de Cent Ans, mais également dans les régions méridionales de l'Empire (où des petits nobles pas du tout appauvris profitent de l'incapacité des principautés, multiples et opposées, à faire régner *une* paix normalisée, pour exercer leur « droit » de guerre privée, avec la bénédiction d'un noble humaniste comme Ulrich von Hutten)[64].

Les processus de restructuration sont en revanche encore mal connus, justement étant donné l'importance accordée depuis longtemps aux processus de déstructuration ; l'un commence à mieux apparaître, à la suite en particulier des travaux de G. Bois : l'État, monarchique ou princier, grâce auquel se perpétue la domination sociopolitique, donc économique, de la noblesse[65]. Il faudrait sans doute y ajouter, dans des modalités à préciser, la diffusion du droit romain, les mutations religieuses, sans doute aussi, pour certains pays, l'expansion outre-mer.

C'est cependant sur ces différents processus, de déstructuration comme de restructuration, mais également sur leur combinaison, sur cette dynamique globale infiniment plus riche d'enseignements, qu'il faut se pencher désormais. Pour dépasser le réductionnisme négatif de la notion de « crise », telle qu'elle est utilisée de nos jours (car il ne s'agit pas d'appeler de ses vœux le retour à l'ancien et « pur » sens), lorsqu'elle est appliquée sans distinction à une fin du Moyen Âge infiniment plus riche qu'on ne l'a souvent dit, et à sa couche laïque porteuse, la noblesse, remarquablement plus solide et nuancée qu'il n'y paraît au premier abord.

halshs-00289555, version 1 - 21 Jun 2008

halshs-00289555, version 1 - 21 Jun 2008

[**36**] NOTES

[1] Il faut préciser : en dehors de la civilisation grecque ancienne, où le diagnostic médical apparaît comme une épiphanie. Ainsi Thucydide emploie plusieurs fois le terme de « crise » dans sa *Guerre du Péloponnèse,* en tant que « moments de vérité où s'éclairait la signification des hommes et des événements » : Randolph STERN, « Métamorphoses d'une notion », *Communications,* 25 (n° spécial *La notion de crise*), 1976, p. 5.

[2] Citée par Frédéric GODEFROY dans son *Dictionnaire de l'ancien français et de tous les dialectes* : « le crisin et nécessité de la vie humaine est mengier, boire et vestir ».

[3] Edmond HUGUET, *Dictionnaire de la langue française du seizième siècle*, Paris, 1932, p. 646.

[4] César-Pierre RICHELET, *Dictionnaire françois…,* Genève, 1680,1° partie, p. 200.

[5] Antoine FURETIÈRE, *Dictionnaire universel…*, La Haye et Rotterdam, 1690, tome l, f° xxx2. *Le Dictionnaire de l'Académie Françoise dédie au roi*, Paris, 1694, tome l, p. 286, reprend l'essentiel du *Dictionnaire* de Furetière, et la réédition de 1704 du *Dictionnaire Universel…* appelée *Dictionnaire de Trévoux,* tome 3, p. 19, n'en a pas modifié la définition.

[6] Walther von WARTBURG, *Französisches Etymologisches Wörterbuch. Eine Darstellung des galloromanischen Sprachschatzes*, Bâle, 1944, tome 2, 2, p. 1345.

[7] Cf. le pénétrant article de Carlo GINZBURG, « Signes, traces, pistes. Racines d'un paradigme de l'indice », *Le Débat*, 6, 1980, p. 3-44.

[8] Gérard MAIRET estime d'ailleurs que « la pensée de la crise consiste à penser une discontinuité historique globale » : *Le discours et l'historique, essai sur la représentation historienne du temps*, Paris, 1974, p. 112.

[9] Frantisek GRAUS l'a d'ailleurs constaté dans son intéressante étude historiographique sur la crise de la fin du Moyen Âge : *Das Spätmittelalter als Krisenzeit. Ein Literaturbericht als Zwischenbilanz (Mediaevalia Bohemica,* l, *supplementum),* Prague, 1969 ; de façon significative, un G GUIBAL, *Histoire du sentiment national en France pendant la Guerre de Cent Ans,* Paris, 1875, p. 3, décrit le XIVe siècle et la première moitié du XVe siècle comme « une époque de transition, de crise, de révolution ».

[10] Lucien FEBVRE le dénonçait ainsi des 1936 : *Combats pour l'Histoire,* Paris, 1954, p. 110-143 ; et Jacques LE GOFF poursuit ce rejet : *La Nouvelle Histoire,* Paris, 1978, p. 218.

[11] Marc BLOCH, *Les caractères originaux de l'histoire rurale francaise*, Oslo, 1931 ; Wilhelm ABEL, *Agrarkrisen und Agrarkonjonktur in Mitteleuropa vom 13. bis zum 19. Jahrhundert*, Berlin, 1933 ; Michael M. POSTAN, « The Fifteenth Century », *The Economic History Review*, 9, 1939, p. 160-167. Jusqu'à ces dernières années, les thèses de ces auteurs – à l'exception de M. Bloch, dont la vie et l'œuvre ont été précocement interrompues – ont été les pôles de l'historiographie occidentale de la crise de la fin du Moyen Âge.

[12] Édouard PERROY, « Aux origines d'une économie contractée : les crises du XIVe siècle », *Annales E.S.C.*, 1949, p. 167-182.

[13] Willi ANDREAS, *Deutschland vor der Reformation. Eine Zeitwende*, Stuttgart, 1959 (6e édition), p. 267 ; *Deutscher Adel 1430-1555* (Büdinger Vorträge, 1963), dir. Hellmuth RÖSSLER, Darmstadt, 1965, en particulier l'article du même : « Adelsethik und Humanismus », p. 234-250 ; Rainer A. MÜLLER, *Universität und Adel. Eine soziostrukturelle Studie zur Geschichte der bayerischen Landesuniversität Ingolstadt 1472-1648*, Berlin, 1974, p. 31 ; Helgard ULMSCHNEIDER, *Götz von Berlichingen. Ein adeliges Leben der deutschen Renaissance*, Sigmaringen, 1974, p. 29, et *Götz von Berlichingen, Mein Fehd und Handlungen*, Sigmaringen, 1981, p. 16-17.

[14] Kurt ANDERMANN, *Studien zur Geschichte des pfälzischen Niederadels im späten Mittelalter. Eine vergleichende Untersuchung an ausgewählten Beispielen*, Spire, 1982, p. l ; cf. aussi Franz IRSIGLER, « Adelige Wirtschaftsführung im Spätmittelalter. Erträge und Investitionen im [**37**] Drachenfelser Ländchen », *Wirtschaftskräfte und Wirtschaftswege (Festschrift für Hermann Kellenbenz)*, dir. H. KELLENBENZ et J. SCHNEIDER, Bamberg, 1978, tome l, p. 455.

[15] Hans-Peter SATTLER, *Die Ritterschaft der Ortenau in der spätmittelalterlichen Wirtschaftskrise. Eine Untersuchung ritterlicher Vermögensverhältnisse im 14. Jahrhundert*, Heidelberg, 1962, p. 12 ; Johannes BÜHLER, *Fürsten und Ritter nach zeitgenössischen Quellen*, Leipzig, 1928, p. 116 ; Wilhelm ABEL, *Geschichte der deutschen Landwirtschaft vom frühen Mittelalter bis zum 19. Jahrhundert*, Stuttgart, 1978, (3e éd.), p. 140.

[16] H.-P. SATTLER, op. cit., p. 12 et 47 ; Heinz-Peter MIELKE, *Die Niederadeligen von Hattstein, ihre politische Rolle und soziale Stellung…*, Wiesbaden, 1977, p. 52 ; Gerhard KRÜGER, *Die Rittergütter in der Herrschaft Cottbus und ihre Besitzer*, Cottbus, 1939, passim ; Wilhelm SCHONATH, « Besitzgeschichte der Truchsesse von Pommersfelden », *Jahrbuch für fränkische Landesforschung*, 34/35, 1974/1975, *passim* ; Martin LAST, *Adel und Graf in Oldenburg während des Mittelalters*, Oldenburg, 1969, p.80 ; Gernot ERLER, *Das spätmittelalterliche Territorium Grafschaft Hoya 1202-1582*, Göttingen, 1972, p. 94 sq. ; Reinhard OBERSCHELP, *Die Edelherren von Büren bis zum Ende des 14. Jahrhunderts*, Münster, 1963, p. 55 pour la seigneurie de Wewelsburg, par exemple ; Thomas VOGTHERR, *Wirtschaftlicher und*

halshs-00289555, version 1 - 21 Jun 2008

sozialer Wandel in Lüneburger Landadel während des Spätmittelalters, Hildesheim, 1983, p. 21 et 57-58.

[17] H.-P. SATTLER, *op. cit.*, p. 45-47 ; Veronika FELLER-VEST, *Die Herren von Hattstatt. Rechtliche, wirtschaftliche und kulturgeschichtliche Aspekte einer Adelsherrschaft (13. bis 16. Jahrhunderte)*, Berne/Francfort s.Main, 1982, p. 202 ; Th. VOGTHERR, *op. cit.*, *passim*.

[18] Hans-Hubert HOFMANN, « Der Adel in Franken », *Deutscher Adel* (cf. n. 13), p. 117 ; Werner RÖSENER, « Zur Problematik des spätmittelalterlichen Raubrittertums », *Festschrift für Berent Schwineköper*, dir. H. MAURER et H. PATZE, Sigmaringen, 1982, p. 469-488 ; le poème est reproduit dans J. BÜHLER, *op. cit.* (cf. n. 15).

[19] Friedrich W. EULER, « Wandlungen des Konnubiums im Adel des 15. und 16. Jahrhunderts », *Deutscher Adel* (cf. n. 13), p. 63 ; Gustav VOIT, *Der Adel an der Pegnitz 1100 bis 1400*, Neustadt/Aisch, 1979, p. 26 ; Hellmuth GENSICKE, « Der Adel im Mittelrheingebiet », *Deutscher Adel* (cf. n. 13), p. 129 ; Gerhard THEUERKAUF, « Der niedere Adel in Westfalen », *Deutscher Adel* (cf. n. 13), p. 165 ; Gebhart VON LENTHE, « Niedersächsischer Adel zwischen Spätmittelalter und Neuzeit », *Deutscher Adel* (cf. n. 13), p. 179.

[20] H.-P. SATTLER, *op. cit.*, p. 15, 17-18, 23 ; K. ANDERMANN, *op. cit.*, *passim* ; F. IRSIGLER, *op. cit.*, p. 463 sq. ; G. VON LENTHE, *op. cit.*, p. 186 et Th. VOGTHERR, *op. cit.*, p. 43 ; K. ANDERMANN, *op. cit.*, p. 183-184 et Konrad KRIMM, *Baden und Habsburg um die Mitte des 15. Jahrhunderts. Fürstlicher Dienst und Reichsgewalt im späten Mittelalter*, Stuttgart, 1976, p. 33 et 41 ; Juan Otto KERBER, *Besitz und Besitzpolitik der Herren von Thüngen im 14. und 15. Jahrhundert* (Zulassungsarbeit), Wurtzbourg, 1977, p. 19-25 et Werner E. WAGENHÖFER, *Die Besitzgeschichte der Herren von Bibra im Spätmittelalter* (Zulassungsarbeit), Wurtzbourg, 1977, p. 21 -23 ; Fritz ERNST, *Eberhard im Bart. Die Politik eines deutschen Landesherrn am Ende des Mittelalters*, Darmstadt, 1970 (2e éd.), p. 74 sq. ; Willi BOELCKE, « Die Einkünfte lausitzer Adelsherrschaflen in Mittelalter und Neuzeit », *Wirtschaft, Geschichte und Wirtschaftsgeschichte (Festschrift zum 65. Geburtstag von F. Lütge)*, dir. W. ABEL, K. BORCHARDT, H. KELLENBENZ et W. ZORN, Stuttgart, 1966, p. 195.

[21] D'une façon générale, Roger SABLONIER conclut que « si au moins entre 1330 et 1470 tous les groupes de la noblesse ont été confrontés, de manière inégale, à des difficultés économiques, les contre-exemples ne manquent pas » : «Zur wirtschaftlichen Situation des Adels im Spätmittclalter », *Adelige Sachkultur im Spätmittelalter (Internationaler Kongress, Krems/Donau, 1980)*, Vienne, 1982, p. 13.

[22] Hellmuth GENSICKE, « Zur Geschichte des nassauischen Adels. Die von Hadamar », *Nassauische Annalen*, 79, 1968, p. 328-340.

[**38**] [23] Otto BRUNNER, *Land und Herrschaft. Grundfragen der territorialen Verfassungsgeschichte Österreichs im Mittelalter*, Vienne/Wiesbaden, 1959 (4e éd.), p. 43-45 ; Wolfgang VON STETTEN, *Die Rechtsstellung der unmittelbaren freien Reichsritterschaft, ihre Mediatisierung und ihre Stellung in den neuen Landen, dargestellt am fränkischen Kanton Odenwald*, Schwäbisch Hall, 1973, p. 22 ; Friedhelm LANGENDÖRFER, *Die Landschaden von Steinach. Zur Geschichte einer Familie des niederen Adels im Mittelalter und in der frühen Neuzeit*, Hambourg, 1971, p. 8.

[24] Hans PATZE, « Die Burgen in Verfassung und Recht des deutschen Sprachraumes », *Die Burgen im deutschen Sprachraum. Ihre rechts- und verfassungsgeschichtliche Bedeutung* (Vorträge und Forschungen, XIX), dir. H. PATZE, Sigmaringen, 1976, tome 2, p. 429.

[25] R. SABLONIER, *op. cit.*, p. 11 ; G. THEUERKAUF, *op. cit.*, p. 166. Un exemple entre mille : l'héritage du lignage franconien von Steckelberg, éteint en ligne masculine au début du XIVe siècle, passé par l'intermédiaire des quatre filles héritières entre les mains d'autres lignages, a constitué une des bases essentielles de la remarquable puissance ultérieure des lignages Hutten et Thüngen ; J. MORSEL, « Die Hutten-Thüngen-Beziehungen im Spätmittelalter : Zwietracht und Zusammenarbeit... », *Ulrich von Hutten. Der Ritter –Der Humanist – Der Publizist*, sous presse.

[26] H. GENSICKE, « Der Adel im Mittelrheingebiet », *op. cit.*, p. 129.

[27] R. SABLONIER, *op. cit.*, p. 11.

[28] John H. KAUTSKY, « Funktionen und Werte des Adels », *Legitimationskrisen des deutschen Adels 1200-1900*, dir. P.-H. HOHENDAHL et P.-M. LÜTZELER, Stuttgart, 1979, p. 15.

[29] Cf. par exemple les comptes rendus de l'ouvrage de K. ANDERMANN, *op. cit.*, par Hélène OLLAND, *Francia*, 11, 1983, p. 765-767, et par Ute RÖDEL, *Historische Zeitschrift*, 234, 1983, p. 697-698.

[30] *Op. cit.* (cf. n. 15).

[31] Cf. par exemple Werner RÖSENER, *Bauern im Mittelalter*, Munich, 1985.

[32] *Op.cit.* (cf. n. 15)

[33] Critique émise dès 1944 par Hans MORTENSEN : « Zur deutschen Wüstungsforschung », *Göttingische Gelehrte Anzeiger*, 206, 1944, p. 203.

[34] Eugen A. KOSMINSKY avait déjà souligné en 1957 combien la conjoncture économique de l'Allemagne médiévale était loin d'être unifiée : « Peut-on considérer le XIVe et le XVe siècle comme l'époque de la décadence de l'économie européenne ?», *Studi in onore di Armando Sapori*, Milan, 1961, tome l, p. 561. Un simple exemple permettra d'illustrer ceci : la courbe des salaires réels dressée par W. Abel pour Göttingen indique une hausse dans la première moitié du XVe siècle ; inversement, les chiffres disponibles pour le comté de Hohenberg (dans le sud du Wurtemberg) révèlent une baisse réelle pendant

halshs-00289555, version 1 - 21 Jun 2008

cette période : Ulf DIRLEMEIER, in *Grundherrschaft im späten Mittelalter* (Protokoll über die Arbeitstagung vom 10-13.X.1978, auf der Insel Reichenau, herausgegeben vom Konstanzer Arbeitskreis für mittelalterliche Geschichte, nr 224), Constance, 1979, p. 101 ; ailleurs, au Sud-Est, dans la région de Munich, la dépression agraire a été brève et les prix céréaliers ont monté au XVe siecle pendant que *les salaires stagnaient* : Heinrich RUBNER, « Die Landwirtschaft der Münchener Ebene und ihre Notlage im 14. Jahrhundert », *Vierteljahrsschrift für Wirtschafts- und Sozialgeschichte*, 51, 1964, p. 433-453.

35 F. IRSIGLER, in *Grundherrschaft im späten Mittelalter*, *op. cit.*, p. 74.

36 Rodney H. HILTON, « Y eut-il une crise générale de la féodalité ? », *Annales E.S.C.*, 6, 1951, p. 26.

37 Georges DUBY, *L'économie rurale et la vie des campagnes dans l'Occident médiéval (France, Angleterre, Empire, IXe-XVe siècles). Essai de synthèse et perspectives de recherches*, Paris, 1977(2e éd.), tome 2, p. 189.

[**39**] 38 Rolf SPRANDEL, compte rendu critique de l'ouvrage collectif *Die Grundherrschaft im späten Mittelalter*, dir. Hans Patze, Sigmaringen, 1983, in *Göttingische Gelehrte Anzeiger*, 235, 1983, p. 321.

39 Nous avons vu précédemment, à propos de l'Ortenau et de la région de Strasbourg, l'asynchronisme entre la baisse de l'indice des prix céréaliers et la Peste Noire ; d'une manière générale, Ernst PITZ estime que les effets économiques de la baisse de la population ont été limités : « Die Wirtschaftskrise des Spätmittelalters », *Vierteljahrsschrift für Wirtschafts- und Sozialgeschichte*, 52, 1965, p. 347-367.

40 Wolfgang PRANGE, *Siedlungsgeschichte des Landes Lauenburg im Mittelalter*, Neumünster, 1960 : pour 23% des villages et 34% des exploitations abandonnées, seulement 10% des champs ont cesse d'être cultivés ; Wilhelm PONGRATZ, « Zur Frage der partiellen Ortswüstungen im oberen Waldviertel », *Jahrbuch für Geschichte von Niederösterreich*, 32, 1955-1956 : 20% des agglomérations ont été délaissées, mais seulement 11 à 15% des terres n'ont plus versé de cens.

41 Wilhelm STÖRMER, « Probleme des spätmittelalterlichen Grundherrschaft und Agrarstruktur in Franken », *Zeitschrift für bayerische Landesgeschichte*, 30, 1967, p. 152-153 ; du même, « Grundherrschaft des höheren und niederen Adels im Main-Tauber-Raum », *Die Grundherrschaft im Spätmittelalter*, *op. cit.*, (cf. n. 38), tome 2, p. 42-43.

42 Peter BLICKE, « Die spätmittelalterliche Leibeigenschaft in Oberschwaben », *Zeitschrift für Agrargeschichte und Agrarsoziologie*, 22, 1974, p. 9-33 ; du même, « Agrarkrise und Leibeigenschaft im spätmittelalterlichen deutschen Südwesten », *Agrarische Nebengewerbe und Formen der Reagrarisierung im Spätmittelalter und 19./20. Jahrhundert*, dir. H. Kellenbenz, 1975, p. 39-55 ; David W. SABEAN, « Famille et tenure paysanne : aux origines de la Guerre des Paysans en Allemagne (1525) », *Annales E.S.C.*. 27, 1972, p. 903-922 ; Claudia ULBRICH, *Leibherrschaft am Oberrhein im Spätmittelalter*, Göttingen, 1979 ; Manfred TISCHLER, *Die Leibeigenschaft im Hochstift Würzburg vom 13. bis zum beginnenden 19. Jahrhundert*, Wurtzbourg, 1963 ; G. DUBY, *op. cit.*, p. 208 et 216.

43 F. IRSIGLER, *in Grundherrschaft im späten Mittelalter*, *op. cit.*, p. 73.

44 *Ibidem*, p. 74.

45 H.-P. SATTLER, *op. cit.*, p. 64.

46 Hans-Peter BAUM et Rolf SPRANDEL, « Die Erforschung von Lehensregistern in Verbindung mit der EDV. Ein sozialgeschichtliches Projekt der Universität Würzburg », *Jahrbuch der historischen Forschung*, 1980, p. 154 ; Dietrich Hermann GRABSCHEID, *Die Bürgerlehen im altdeutschen Reichsgebiet*, Francfort/Main, 1957, p. 57 et 59-60 ; G. THEUERKAUF, *op. cit.*, p. 160 ; Robert MANDROU, *Les Fugger, propriétaires fonciers en Souabe (1560-1618). Étude de comportement socio-économique à la fin du XVIe siècle*, Paris, 1969. En l'absence de chiffres sur le nombre de citadins non-nobles seigneurs, le nombre de non-nobles titulaires de fiefs (qui peuvent n'être pas des seigneuries) permet une approximation.

47 C'est un phénomène assez net en France, comme en témoigne l'apparition de la notion de « dérogeance », ainsi que la multiplication des procès d'usurpation de noblesse : cf. par exemple Jacques MOURIER, « *Nobilitas, quid est ?* Un proces à Tain-l'Hermitage en 1408 », *Bibliothèque de l'École des Chartes*, 142, 1984, p. 255-269. Le phénomène a été peu étudié en Allemagne, mais on y trouve divers indices qui laissent penser qu'être noble, c'est de plus en plus « vivre noblement », dans le domaine de la table par exemple : dans un code de cour (*Hofordnung*) des comtes de Henneberg, de 1499, un chapitre est consacré au fait que « l'on reconnaît les bonnes mœurs nobles également à table » (Staatsarchiv Meiningen (DDR), Gemeinschaftlich-hennebergisches Archiv, Best. Hennebergica aus Magdeburg, Akt GI1, f°16v°) ; ou encore, un noble franconien mentionne, en 1525, une boîte lui appartenant et contenant « toutes les épices qui se doivent trouver dans la maison d'un noble » : Rudolf ENDRES, « Adelige Lebensformen in Franken im Spätmittelalter », *Adelige Sachkultur…*, *op. cit.* (cf. n. 21), p. 81. Et les ordonnances somptuaires des grandes villes allemandes (surtout du Sud), qui déterminent la consommation [**40**] de luxe autorisée en fonction du niveau de fortune des citadins (cf. W. Abel, *op. cit.*, p. 141) et non pas leur statut social, me semble en faire la preuve *a contrario*, si l'on admet que ces ordonnances sont le produit des mentalités anti-nobiliaires de la fraction bourgeoise au pouvoir dans les villes (à Nuremberg par exemple) et qu'exprimaient des patriciens comme Hans Sachs, Willibald Pirckheimer et d'autres.

halshs-00289555, version 1 - 21 Jun 2008

[48] « Il est significatif que l'on attribuait un effet anoblissant au titre de *doctor utriusque iuris*, preuve que l'on voyait dans la justice, alors comme avant, une prérogative de la noblesse » : Heinrich MITTEIS, « Formen der Adelsherrschaft im Mittelalter », *Festschrift Fritz Schulz*, Weimar, 1951, tome 2, p. 257. Ernst H. KANTOROWICZ a d'ailleurs montré combien l'exercice de la justice et de la législation s'assimile à une *imitatio dei*, au moins à partir de Thomas d'Aquin et de Gilles de Rome : le justicier-législateur est ainsi *sicut deus in terris* (« La souveraineté de l'artiste. Notes sur quelques maximes juridiques et les théories de l'art à la Renaissance», *Mourir pour la patrie et autres textes*, Paris, 1984 (rééd.), p. 38-41), ce qui éclaire d'une lumière particulière les tentatives des princes pour monopoliser la justice souveraine…

[49] Sur le *dominium*, cf. les remarques très intéressantes d'Alain GUERREAU, *Le féodalisme, un horizon théorique*, Paris, 1980, p. 180.

[50] Cf. les nombreux exemples présentés – mais mal commentés – par Étienne DRAVASA, *Vivre noblement. Recherches sur la dérogeance de noblesse du XIVe au XVIe siècle*, Bordeaux, 1965, *passim* ; et cf. n. 48.

[51] C'est en tout cas ce qu'estime H. RÖSSLER, « Adelsethik… », *op. cit.* ; mais l'humaniste Ulrich von Hutten semble indiquer que l'Humanisme n'est pas nécessairement anti-nobiliaire…

[52] Thomas ZOTZ, « Adel, Bürgertum und Turniere in deutschen Städten », *Das ritterliche Turnier im Mittelalter*, dir. Josef FLECKENSTEIN, Göttingen, 1985, p. 486 sq. ; R. Endres, *op. cit.*, p. 184-185.

[53] Peter MORAW, « Kanzlei und Kanzleipersonal König Ruprechts », *Archiv für Diplomatik*, 15, 1969, p. 469 ; du même, « Beamtentum und Rat König Ruprechts », *Zeitschrift für Geschichte des Oberrheins*, 116, 1968, p. 86-87.

[54] K. ANDERMANN, *op. cit.*, p. 184-185.

[55] Cf. *supra*, p. 13 et n. 42.

[56] L'étude de quelques uns de ces lignages, qui finissent par entrer dans la *Ritterschaft* impériale – cette corporation nobiliaire dépendant directement de l'Empereur ou Roi – et qui exercent fortement leur pouvoir propre, fait l'objet de mes recherches en cours pour le doctorat : il s'agit principalement des Thüngen et Hutten, déjà cités au cours de cet article et présentés succinctement dans mon mémoire de DEA, *Le pouvoir noble (formes, production, reproduction) au Moyen Âge : l'exemple des lignages franconiens Thüngen et Hutten (1275-1525)*, Paris IV (dir. Henri Dubois), 1985, et ma mise au point « Pour une étude du pouvoir de la noblesse ä la fin du Moyen Âge », *Bulletin d'Information de la Mission Historique Française en Allemagne*, 11, 1985, p. 4-27.

[57] J'ai déjà mentionné les critiques de certains humanistes et la logique des lois somptuaires urbaines (cf. n. 47).

[58] Wilhelm STÖRMER, « König Artus als aristokratisches Leitbild während des späteren Mittelalters, gezeigt an Beispielen der Ministerialität und des Patriziats », *Zeitschrift für bayerische Landesgeschichte*, 35, 1972, p. 946-971 ; ainsi, déjà vers 1280, en Saxe, des fils de riches marchands de Magdebourg organisaient devant les portes de la ville une « fête du Graal », plus d'une fois répétée par la suite : STÖRMER, p. 960 sq. et Th. ZOTZ, *op. cit.*, p. 491-493.

[59] « Le titre, en tant que *mesure de rang ou d'ordre*, c'est-à-dire en tant qu'instrument formel d'évaluation de la position des agents dans une *distribution*, permet d'établir des relations d'équivalence (ou de commensurabilité) à peu près parfaite entre des agents prétendant ä l'appropriation d'une classe particulière de biens, propriétés immobilières, dignités, charges, privilèges… [Par cette] objectivation qu'opèrent le titre et, plus généralement, toutes les formes [**41**] de… preuve écrite ou publique de qualification qui confère crédit et autorité, … les relations de pouvoir et de dépendance ne s'établissent plus directement entre des personnes ; elles s'instaurent, dans l'objectivité-même, entre des institutions, c'est-à-dire entre des titres socialement garantis et des postes socialement définis et, à travers eux, entre des mécanismes sociaux qui produisent et garantissent la valeur sociale des titres et des postes et la distribution des attributs sociaux entre les individus biologiques ». En outre, « cette objectivation permet d'assurer, inséparablement, la reproduction de la structure de la distribution du capital qui, sous ses différentes espèces, est la condition de cette appropriation et, du même coup, la reproduction de la structure des rapports de domination et de dépendance » : Pierre BOURDIEU, *Le sens pratique*, Paris, 1980, p. 225-229 ; ce point de vue doit beaucoup, semble-t-il, aux conceptions du psychologue Angyal, dont les vues ont été exposées dans le numéro spécial de la *Revue Française de Sociologie* de 1970 consacre à l'analyse systémique, et pour lequel « un système est une distribution de composants dont les valeurs sont fonction de la position qu'ils occupent dans un espace à plusieurs dimensions ».

[60] C'est ce qu'É. DRAVASA, *Vivre noblement…*, *op. cit.*, n'a pas compris, ni d'ailleurs les autres qui, comme Gaston Zeller, se sont penchés sur le problème de la dérogeance : c'est que celle-ci va de pair avec l'accroissement du contrôle du roi (ou du prince) sur « sa » noblesse ; et précisément, É. DRAVASA note, sans en tirer les conclusions majeures, que les premières interventions du pouvoir royal en France dans la détermination de qui est noble remontent au règne de Philippe le Bel, dont l'action étatique est bien connue. À l'autre extrémité de la chaîne, on trouve les enquêtes de noblesse décrétées par Louis XIV : la noblesse est devenue la « chose » du roi.

[61] J. MORSEL, *La noblesse allemande aux derniers siècles du Moyen Âge – bilan et perspectives*, mémoire de maîtrise, Paris IV (dir. Henri Dubois), 1983, p. 70-73 ; pour la France, cf. Philippe CONTAMINE, « De la

puissance aux privilèges », *La noblesse au Moyen Âge*, dir. Ph. CONTAMINE, Paris, 1976, p. 235-257, en particulier p. 255-257.

[62] Guy MICHAUD et Edmond MARC, *Vers une science des civilisations ?*, Bruxelles, 1981, p. 189-206, cit. p. 190.

[63] « Das 14./15. Jahrhundert in der Sozial- und Wirtschaftsgeschichte », *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, 162, 1950, p. 161-213 ; celui-ci, après avoir observé combien « il importe ä la plupart des études d'atteindre aussi vite que possible, après avoir dépeint le déclin de l'ordre impérial du Haut Moyen Âge et la vie culturelle brillante de cette époque, la rive salvatrice de la Renaissance et de la Réforme, pour avoir de nouveau un sol ferme sous les pieds » (p. 182), condamne ceux qui font de la fin du Moyen Âge une période essentiellement transitoire, pour lesquels donc « une telle période ne tire pas son caractère ou sa valeur d'elle-même mais en tant que moment de déclin d'une époque passée et/ou que prélude d'une période historique nouvelle, en tout cas d'une autre période » (p. 183). Onze ans après, un H.H. Hofmann trouve cependant encore moyen d'écrire de la fin du Moyen Âge « que cette période porte au plus haut point le signe d'une période transitoire » : Hanns Hubert HOFMANN, « Territorienbildung in Franken im 14. Jahrhundert », *Der deutsche Territorialstaat im 14. Jahrhundert* (Vorträge und Forschungen, XIII-XIV), dir. H. PATZE, Sigmaringen, 1970, tome 2, p. 256.

[64] G. MICHAUD et E. MARC, *op. cit.*, p. 195-200 ; R.H. HILTON, *op. cit.* ; E. PERROY, *op. cit.* ; Guy BOIS, « Noblesse et crise des revenus seigneuriaux en France aux XIVe et XVe siècles : essai d'interprétation », *La noblesse au Moyen Âge* (cf. n.61) ; plus généralement, cf. du même, *Crise du féodalisme*, Paris, 1976 ; Manfred MEYER, « Sickingen, Hutten und die reichsritterschaftlichen Bewegungen in der frühbürgerlichen deutschen Revolution » *Jahrbuch für Geschichte des Feudalismus*, 7, 1983, p. 215-246.

[65] G. BOIS, « Noblesse… », *op. cit.*, p. 233.

halshs-00289555, version 1 - 21 Jun 2008

halshs-00289555, version 1 - 21 Jun 2008

[**42**] *SUMMARY*

CRISIS ? WHAT CRISIS ? NOTES ABOUT THE SO CALLED CRISIS OF GERMAN NOBILITY IN THE LATER MIDDLE AGES

The Crisis of the (Lower) nobility in the Later Middle Ages is common-placed in German – and European – Historiography. But this conception does not consider various counter-examples which may be opposed, the weaknesses of the models of Agrarian Crisis and, last but not least, the uncertainties by using the notions of « Crisis » and « Nobility ». It makes very necessary that one goes deeper into studying all the phenomenons already known but superficially used, and to resort to others, generally neglected. Therefore, after having rejected the methods of empirical and impressionistic « demonstration » and moderating the effects of the so called Agrarian Crisis, this study sets up directions to link the constitution of States by the territorial princes to the internal restructuring of the Nobility (for example the « semiotization » of belonging to it), with variations according to the rhythm of social and political development of the different regions. Consequently, it is much more a social *Mutation* which occurs at the End of the Middle Ages, and the transformations of the Nobility are only a part of this Mutation, therefore cannot be reduced to the notion of « Crisis » – as the term is used nowadays.

ZUSAMMENFASSUNG

KRISE ? WELCHE KRISE ? BEMERKUNGEN ZUR SOGENANNTEN KRISE DES DEUTSCHEN ADELS IM SPÄTMITTELALTER

Die Krise des spätmittelalterlichen (niederen) Adels ist nicht zuletzt einer der Gemeinplätze der deutschen – und europäischen – Geschichtsschreibung. Diese Vorstellung nimmt aber weder Rücksicht auf die verschiedenen Gegenbeispiele, die sie in Frage stellen, noch auf die Unzulänglichkeiten der historischen Agrarkrisemodelle, noch schließlich auf die Ungewißheiten beim Gebrauch der Begriffe « Krise » und « Adel ». Deshalb ist es unentbehrlich, alle schon bekannten und oberflächlich beschriebenen Phänomene näher zu erforschen und hierbei allgemein vernachlässigte Sachverhalte mit zu berücksichtigen. Nachdem auf diese Weise die Methoden der empirischen und impressionistischen « Beweisführung » verworfen und die Wirkungen der sogenannten spätmittelalterlichen Agrarkrise relativiert worden sind, geht es im vorliegenden Aufsatz des weiteren darum, die enge Verbindung zwischen landesherrschaftlichen Konstituierung des Staates und der inneren Umstrukturierung des Adels (z.B. die « Semiotisierung » der Adelszugehörigkeit), einschließlich der Rhythmusveränderungen je nach der soziopolitischen Region hervorzuheben. In dieser Hinsicht ist vielmehr von einem sozialen Wandel (« Mutation ») zu sprechen, welcher im Spätmittelalter vonstatten ging, und wovon die Umstrukturierung des Adels nur ein Bestandteil ist, welcher vom Begriff « Krise », wie er heute verwendet wird, nicht angemessen erfaßt wird.